

PMUC.COM

BANKO

70 MILLIONS

VENDREDI 16 NOVEMBRE

SOYEZ PRÊTS

À GAGNER !

N°413 du lundi 12 novembre 2018

info**M**atin

400 Fcfa

2^e année

Quotidien

L'actualité autrement

Gouvernement

Ces ministres qui déménagent

déjà leurs bureaux

Plusieurs membres de l'équipe Yang 4 sont en train de vider leurs cabinets de leurs effets personnels. En toute discrétion. **P.3**



Centre multimédia

Le lycée technique de Koumassi doté

Nalova Lyonga a inauguré le don, fruit d'une convention entre le Minesec et l'opérateur de téléphonie mobile Mtn Cameroun, jeudi à Douala. **P.4**



Milieu scolaire et universitaire

Le cyber harcèlement gagne du terrain

P.4

Affaire Mimi Mefo

Libérée, vers l'arrêt des poursuites contre la journaliste ce jour ?

P.3



Établissement Privé Laïc d'Enseignement Supérieur
**INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES
 ARTS ET MÉTIERS**

RENTREE ACADEMIQUE
12 Novembre
2018



- Les admissions en Cycle BTS dans les domaines : génie électrique, génie informatique, études médicaux-sanitaires, science et techniques biomédicales se poursuivent.
- Les admissions en Cycle Licences se feront uniquement sur étude de dossier.
- Les inscriptions et le dépôt des dossiers se poursuivent dans les locaux de l'ISSAM sis à Minkan

• **NOS FILIERES** •

CYCLE LICENCE

- GENIE ELECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE BTS

- GENIE ELECTRIQUE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE CAPACITE

- CAPACITE EN DROIT

B.P : 25070 - Yaoundé - Messa

Autorisation de création et d'ouverture n° 17-09553 /L/MINESUP/SG /DDES/ ESUP /SDA/DAGS du 22 septembre 2017

Tél : +237 242 718 759 - 696 589 790 - 675 169 749 - 6 56 97 33 91 - 6 78 14 54 30 - 6 63 69 44 13

E-mail : contact@issam.cm - Site web : www.issam.cm

FÉBRILITÉ

Déménagements en cascade chez les ministres

Plusieurs membres du gouvernement sont en train de vider leurs cabinets. En toute discrétion.

Diane Abada

Commencé le 7 novembre, juste au lendemain de la prestation de serment du président de la République réélu à la suite du scrutin du 7 octobre, un curieux mouvement de déménagement s'est accéléré, à Yaoundé, dans différents cabinets ministériels. À la faveur du week-end par exemple, des allers-retours de cylindrées, sous la supervision des chefs de départements eux-mêmes (ou de leurs chefs de secrétariats particuliers pour ceux des ministres en mission hors du pays), ont été constatés par des curieux et confirmés par des vigiles en faction, interrogés par votre journal. Ainsi, des cartons bourrés de documents, dans la plus grande discrétion, prennent le chemin des résidences non pas de fonction, mais privées desdits membres du gouvernement.

«Le mouvement est quasi-général, et concerne également des directeurs de service», souffle, sous le sceau de l'anonymat, un agent de nettoyage en service à l'immeuble ministériel n°2 qui abrite les Forêts et la Faune, l'Enseignement supérieur, le Cadastre et les Affaires foncières. Et de préciser que les travaux de manutention et de transport desdits effets personnels se font «généralement sous le contrôle étroit des propriétaires», qui pour l'occasion préfèrent s'entourer de proches.



«Chez nous, tous les grands chefs ont mis leurs effets en lieu sûr, confie une assistante de direction qui revendique plus de 15 ans de service dans un cabinet ministériel. Les photos d'eux, des conjoints ou conjointes, des enfants et autres membres de la famille ont été enlevées. Ils ne gardent désormais que le strict minimum et, surtout, l'effigie du chef de l'État qui trône sur un mur au-dessus de leur tête».

Intervenant, tel que nous le disions

plus haut, au lendemain de l'inauguration du septennat du chef de l'État, reconduit au terme du scrutin du 7 octobre, ce remue-ménage semble annonciateur des nouvelles pas assez agréables, pour certains membres du gouvernement, directeurs de l'administration centrale et autres proches collaborateurs. Ici et là, l'on prête en effet à Paul Biya l'intention de procéder, pas à un tremblement de terre, mais à un séisme au sein de l'exécutif.

La psychose du remaniement ministériel se fait d'autant plus tenace que plusieurs ministres et hauts commis de l'État se sentent plus que jamais sur le départ. Des limogeages, ou des mutations, qui pourraient eux-mêmes avoir un rapport direct avec les médiocres scores enregistrés lors de la présidentielle 2018 dans leurs fiefs, notamment dans leurs arrondissements d'origines, où l'impopularité de certaines élites a été avérée avec acuité. À quoi s'ajoutent l'incompétence et l'inertie dans le traitement des dossiers importants liés au développement du Cameroun. Entre-temps, se sont également accumulés au Tribunal criminel spécial (Tcs), des affaires qui accablent des gestionnaires de crédits, qu'il convient (logiquement) de libérer de leurs charges pour les mettre à la disposition de la justice.

En ce début du septennat des «grandes opportunités», et en cette veille de la Coupe d'Afrique des nations (Can) de football messieurs, en cette veille aussi et surtout de la tenue d'autres échéances politiques, particulièrement les législatives et les municipales, le président Biya a certainement à cœur de redistribuer les cartes, et de constituer une équipe de mission en cohérence avec la nouvelle donne.

AFFAIRE MIMI MEFO

Vers l'arrêt des poursuites contre la journaliste?

Après la libération de la rédactrice adjointe et présentatrice d'Équinoxe Tv, il n'est pas exclu qu'elle bénéficie ce jour d'un autre geste de magnanimité du chef de l'État.

Nadine Bella

Mimi Mefo Takembou est attendue aujourd'hui au Tribunal militaire de Douala pour répondre des faits de «propagation de fausses nouvelles, de nouvelles mensongères susceptibles de nuire aux autorités publiques ou à la cohésion nationale, d'outrage aux corps constitués et aux fonctionnaires, incitation à la révolte contre le gouvernement et les institutions de la République». Après trois jours de détention, le Commissaire du gouvernement près le Tribunal militaire de Douala a décidé samedi, que l'accusée va comparaître libre. Dans les milieux judiciaires, l'on annonce déjà l'abandon des poursuites contre la journaliste. Sur les réseaux sociaux, un communiqué attribué au chef de division de la Communication du ministère de la Défense, semble aller dans ce sens. «...concernant la libération de Mefo Takembou Mimi, journaliste à Équinoxe. C'est le chef de l'État qui, personnellement, a décidé de l'arrêt des poursuites, dans un geste de magnanimité. Cela ne veut pas dire, loin s'en faut, que cette journaliste est innocente», aurait annoncé le Colonel Didier Badjeck. Vrai ou faux ? À voir. D'après le bulletin de levée d'écrou dont votre journal a pu consulter, le régisseur de la prison centrale de Douala certifie que la nommée Mefo Takembou Mimi, incarcérée le 7



novembre, est libérée le 10 novembre en exécution de l'ordre de mise en liberté du commissaire du gouvernement du tribunal militaire. Cette mise en liberté, du fait de la magnanimité du chef de l'État, vient mettre un terme à ce que l'opinion

nationale et internationale qualifiait déjà d'embastillement de la presse au Cameroun. Dans la foulée, l'on apprendra que le chef d'agence du quotidien Le Messenger à l'Ouest, a aussi été mis en liberté. Le président de la République

apparaît une fois encore, comme le véritable défenseur des droits et libertés des journalistes au Cameroun. Ce n'est pas la première fois qu'il ordonne l'arrêt des poursuites contre les hommes de médias, malgré certaines dérives observées au sein de la profession. Certaines personnes aiment d'ailleurs à dire que Paul Biya fait partie des présidents les plus insultés par la presse dans le monde. Pour la petite histoire, les forces de l'ordre ont pris un malin plaisir ces derniers temps, à mettre la main sur les hommes de médias. C'est ainsi que le 23 octobre, le journaliste et lanceur d'alerte Michel Bjem Tong, convoqué au secrétariat d'État à la Défense (Sed) est mis aux arrêts et détenu jusqu'à ce jour. Le 3 novembre à Bafoussam aux environs de 22h30, les éléments du groupement de la gendarmerie nationale de Bafoussam interpellent Joseph Olinga N., chef d'agence du journal Le Messenger. Le 31 octobre 2018, la journaliste Mimi Mefo Takembou, rédactrice en chef adjointe en langue anglaise et présentatrice vedette de langue anglaise d'Équinoxe radio/TV est convoquée pour le 2 novembre, à 14h00, par le commandant en second de la légion de gendarmerie du Littoral à Bonanjo, en vue d'une enquête ouverte contre elle pour «propagation de fausses nouvelles et cybercriminalité».

CENTRE MULTIMÉDIA

Le lycée technique de Koumassi doté

Nalova Lyonga a inauguré le don, fruit d'une convention entre le Minesec et l'opérateur de téléphonie mobile Mtn Cameroun, jeudi à Douala.

Henri Bomba

L'appropriation de l'informatique et des technologies de l'information et de la communication (Tic) en général est en marche au sein des Enseignements secondaires. Les pouvoirs publics entendent en faire un objet d'enseignement et surtout d'apprentissage et de développement personnel pour les élèves. La stratégie, doter des établissements scolaires de centres multimédias. C'est dans cette veine que la ministre des Enseignements secondaires (Minesec), Pr. Nalova Lyonga, a inauguré jeudi 8 novembre, le nouveau centre multimédia du lycée technique de Koumassi à Douala, don de la fondation de l'opérateur de téléphonie Mobile telecommunications Network (Mtn) Cameroun. Le centre offert audit établissement secondaire technique comprend 30 ordinateurs ultramodernes avec connexion Internet gratuite jusqu'à la fin de l'année 2018-2019, 30 postes ainsi qu'un vidéoprojecteur. Pour le gouvernement, ainsi que le rappelle la patronne des Enseignements secondaires, Nalova Lyonga, la fourniture du centre multimédia s'inscrit dans la politique de l'État de vulgariser les Tic dans les écoles, question de favoriser le développement technologique. Face à ce geste, la Minesec dit la gratitude de l'État du Cameroun en général et celle singulière du département ministériel



dont elle a la charge à l'endroit de l'opérateur. L'occasion lui permet également d'appeler d'autres entreprises à imiter cet exemple, surtout au moment où le gouvernement entend élargir l'accès des élèves et autres apprenants à la technologie numérique. À l'endroit des bénéficiaires (élèves et personnel du lycée), elle instruit un bon usage du centre tant pour eux-mêmes que pour les futurs élèves de l'établissement.

Programme. Mtn, par la voie de son directeur général, Hendrik Kasteel, a inscrit la fourniture du centre multimédia dans l'implémentation du programme «École numérique» de la société. Les responsables soutiennent d'ailleurs qu'il ne s'agit pas d'un geste anodin. L'éducation constitue effectivement une priorité dans les actions de responsabilité sociale de l'entreprise (Rse) qui consomme d'ailleurs 60% du budget. À preuve, le centre multimédia du lycée technique de Koumassi porte à quinze, le nombre de centres multimédia fournis

aux écoles par Mtn Cameroun au cours de l'année, pour un total de 65. Face à cette marque de générosité de la part de l'opérateur, la ministre des Enseignements secondaires n'hésite pas à renouveler son contrat avec l'entreprise. Ce dernier prévoit la mise en place de dix autres centres multimédias et de cinq laboratoires scientifiques pour les établissements d'enseignement secondaire au cours des deux prochaines années. Rappelons que l'intégration des nouvelles technologies (ordinateur et Internet) dans l'Éducation est un processus qui a vu le jour au Cameroun le 30 novembre 2001 avec l'inauguration par le président de la République, Paul Biya, des Centres de ressources multimédia (Crm) du lycée général Leclerc et du lycée bilingue d'Essos à Yaoundé. Depuis cette date, les différents piliers du système éducatif national (Base, Secondaire, Supérieur et Formation professionnelle) mettent en œuvre des stratégies d'intégration des technologies de l'information et de la communication dans le système éducatif national. C'est ainsi qu'au niveau de l'enseignement secondaire, l'équipement des lycées et collèges publics et privés en Centres multimédias et leur connexion à l'Internet s'est poursuivie sur l'étendue du territoire national, avec l'appui de l'État, du secteur privé et des parents d'élèves.

MILIEUX SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

Le cyber harcèlement gagne du terrain

Malgré l'interdiction des téléphones portables dans les établissements scolaires, beaucoup d'élèves s'en servent pour faire du chantage à leurs camarades.

Annette Mindjié
(Stagiaire)

À côté de la drogue, le harcèlement en milieu scolaire, même si on n'en parle pas assez, est un phénomène qui dégrade considérablement le climat scolaire dans les établissements au Cameroun. Le harcèlement est défini comme une violence verbale, physique ou psychologique répétée. Dans les couloirs de l'école, dans la rue et sur internet (cyber-harcèlement), il est le plus souvent pratiqué par un ou plusieurs élèves sur une victime qui ne peut se défendre. Face à une montée en puissance et très inquiétante du harcèlement via les supports numériques, le thème de la journée nationale contre ce phénomène célébré jeudi, 8 novembre, s'est focalisé sur le cyber-harcèlement, avec une attention particulière portée sur la diffusion d'images intimes à l'insu des victimes.

Précautions. Le choix de ce thème en réalité répond à une préoccupation profonde pas seulement des élèves, mais aussi des adultes. En effet, selon l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), le cyber-harcèlement semble davantage être subi par les filles. Le psychologue Jacques Lagrace



Bessala explique cet état de chose par «la négligence de plusieurs facteurs qui encouragent ce phénomène notamment, une pauvre éducation morale et sexuelle, les multiples moyens de communication qui installent une trop grande et une liberté difficile à contrôler, l'absence ou la faiblesse d'un cadre disciplinaire stable, les comportements vestimentaires peu responsables, la

promiscuité (des élèves et des enseignants qui mangent, boivent et passent leur pause dans les mêmes endroits». La journée contre le harcèlement est mise en œuvre pour permettre aux élèves de bénéficier d'une scolarité épanouie, car beaucoup se sentent à l'aise dans ce milieu. Mais pour que cette lutte se fasse sous le signe de la réussite, l'engagement des élèves est

primordial. Tout comme on introduit la formation des pairs éducateurs à l'école dans le cadre de la lutte contre la drogue, les collégiens devraient être formés pour sensibiliser leurs camarades par le biais d'outils mis à leur disposition.

Possessif. Au Cameroun, l'usage des téléphones portables dans tous les établissements scolaires avait été interdit en 2009. Malgré cette prohibition, beaucoup continuent d'enfreindre la règle et s'en servent à des moments pour faire du chantage à leurs camarades. «Nous avons eu des cas de harcèlement sexuel. Nous avons enregistré un cas la semaine dernière où un garçon voulait relancer une vieille relation qu'il entretenait au quartier avec une fille. La fille ayant rejeté la proposition de son ex copain, celui-ci très possessif s'est déchainé sur elle. Nous avons été obligés de l'exclure définitivement.», explique un responsable d'établissement. Des témoignages encore plus graves existent et il serait judicieux que l'autorité prenne le phénomène au sérieux de peur que des récalcitrants ne transforment l'école en un milieu de frustration.

KIDNAPPING DANS LE NORD-OUEST ET SUD-OUEST

La spirale anxieuse

Dans son discours de prestation de serment le 6 novembre 2018 à l'Assemblée nationale, pour marquer sa détermination à régler la crise dite anglophone, Paul Biya a demandé à tous les partisans de la sécession de « déposer les armes et revenir à l'ordre ». Dans une vidéo de six minutes en circulation sur les réseaux sociaux, 11 garçons d'une quinzaine d'années étaient apparus, déclarant leur identité et indiquant avoir été enlevés par les "Amba boys", les séparatistes anglophones. L'identité des ravisseurs reste toujours incertaine. Pour l'armée et les officiels camerounais, il n'y a aucun doute :

l'enlèvement sans précédent d'un groupe de 42 filles et 36 garçons, accompagnés de leur principal, d'un enseignant et d'un chauffeur, est l'œuvre des milices sécessionnistes, auteurs de plusieurs attaques armées dans la région depuis le début de la crise dite anglophone. En effet, depuis plus d'un an, les séparatistes ont décrété un boycottage des établissements scolaires, estimant que le système francophone marginalise les étudiants de la minorité anglophone. Comme moyens de protestation, les sécessionnistes procèdent aux kidnappings. Certains visent des symboles de l'Etat

(fonctionnaires et représentants de l'autorité de Yaoundé), d'autres ciblent les établissements scolaires. De sources officielles, plus de 120 écoles ont été incendiées dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, théâtre d'affrontements quotidiens entre les forces de l'ordre et les séparatistes anglophones depuis fin 2017. Régulièrement pris pour cibles par les séparatistes, des élèves et des enseignants ont été menacés, brutalisés, mutilés, tués jusque dans les salles de classes et les dortoirs dans cette partie du pays. Infomatin revient sur ce rapt de masse et sans précédent en zone anglophone.

Le Nord-Ouest et le Sud-Ouest confrontés à des rapt

La recrudescence du kidnapping a installé la psychose chez les populations.

Mamouda Labaran

Plusieurs élèves d'une même école en zone anglophone ont été enlevés puis libérés en cinq jours au Cameroun après deux enlèvements distincts, des actions sans précédent dans ce pays où les régions anglophones sont en proie à un conflit armé depuis un an. « Mercredi 31 octobre, 11 élèves de l'institution ont été enlevés », a expliqué l'Église presbytérienne chargée du collège presbytérien de Nkwen à Bamenda, capitale régionale du Nord-Ouest théâtre, avec le Sud-Ouest, d'un conflit entre séparatistes et armée. Ce premier enlèvement n'avait pas été révélé en raison de négociations en cours avec les ravisseurs, selon une source proche de l'établissement. Les élèves ont depuis été "libérés", d'après l'Église. Quelques jours plus tard, lundi, 79 élèves ont de nouveau été enlevés dans la même école, puis libérés mercredi. Pour le déroulé de leur libération, l'on apprend à travers un communiqué de Joseph Beti Assomo, ministre délégué à la présidence en charge de la Défense, que l'opération militaire en vue de leur libération a été menée « aux premières heures de la matinée » de mercredi par l'armée à Bafut, non loin de Bamenda. « Les terroristes ont été localisés sur renseignement et écoutes des conversations téléphoniques ; les forces de défense et de sécurité avaient grosso modo circonscrit la zone de recherche », affirme le responsable de la communication du ministère de la Défense, le colonel Didier Badjeck qui précise que « manquent à l'appel :



le proviseur, une enseignante et 2 enfants ». Il ajoute : « après plusieurs reconnaissances engageant de gros moyens de surveillance notamment aériens, la zone de probabilité de la cachette s'est précisée sur la Presbyterian's School de Bafut. La zone a été bouclée et au regard de cette pression, les terroristes ont libéré les enfants ». D'après le Mindef, « pris en charge par la cellule psychologique (de l'armée), et soumis à des examens médicaux approfondis, les élèves ainsi libérés seront incessamment remis à leurs familles ». Si l'identité des ravisseurs reste encore floue, l'on sait toutefois que

dans une vidéo obtenue par l'Agence France presse (Afp) lundi soir, 11 garçons d'une quinzaine d'années déclinaient un à un, en anglais, leur identité et indiquaient avoir été enlevés par les "Amba boys", les séparatistes anglophones. Il est important de noter que l'annonce mercredi de la libération des élèves, après trois jours de détention, est intervenue au lendemain de la prestation de serment de Paul Biya, réélu avec 71,28% des suffrages pour un septième mandat. A cette occasion, le président de la République, a reconnu « les frustrations et les aspirations de la grande majorité » des Camerounais

des régions anglophones. « A ces entrepreneurs de guerre, qui mettent à mal notre unité nationale et prônent la sécession, il faut qu'ils sachent qu'ils se heurteront non seulement à la rigueur de la loi, mais aussi à la détermination de nos forces de défense et de sécurité. Je leur lance un appel à déposer les armes et à retrouver le droit chemin. J'en appelle tout particulièrement aux jeunes qui se sont laissé entraîner dans une aventure sans lendemain. » Soulignons également que la libération des 78 élèves de la Presbyterian Secondary School n'est pas la seule récolte faite par l'armée camerounaise au cours de la journée du 7 novembre 2018 auprès des forces séparatistes. Nwa Martin Nanjong, le sous-préfet de l'arrondissement de Noni, dans le département de Bui, région du Nord-Ouest avait en effet été enlevé à Oku, le 3 novembre dernier par des individus armés présumés sécessionnistes, alors qu'il revenait de Bamenda. Quatre jours plus tard, il est libéré non sans avoir été roué de coups. Libéré mercredi 07 novembre 2018, des mains de ses ravisseurs, le sous-préfet de Noni « a subi sévices corporels », confie une source sécuritaire. « Blessé par plombs à la jambe droite et multiples blessures par gourdin et cross fusil artisanal sur la tête, bras gauche et plante de pied », ajoute la même source. Ainsi donc, les libérations se suivent mais ne se ressemblent pas.

Le déploiement des forces de défense et de sécurité

Présentes sur le terrain depuis des mois, elles œuvrent au quotidien dans la sécurisation des personnes et des biens et surtout contribuent à la libération des otages dans les régions anglophones en crise.

Henri Bomba

Un évènement sans précédent

C'était la première fois qu'un tel enlèvement de masse se produisait au Cameroun. Il est pratiqué dans le nord du Nigeria par le groupe djihadiste Boko Haram, comme à Chibok où plus de 200 jeunes filles avaient été enlevées dans leur internat en 2014, suscitant l'indignation du monde entier. Aucune revendication dans ce rapt mystérieux, mais pour le porte-parole du gouvernement, les responsables sont les séparatistes ambazoniens. Une vidéo circulant sur Internet va dans ce sens : on y voit onze adolescents de l'école de Bamenda. Tous répètent avoir été enlevés par les " Amba boys ", les séparatistes anglophones. « Nous allons ouvrir nos propres écoles ici », indique un homme filmant la scène. Il ajoute : « Nous allons rester ensemble et combattre pour l'Ambazonie ». Lors de son discours d'investiture prononcé mardi, le président du Cameroun a assuré qu'une solution va être trouvée pour le retour à la paix dans ces deux régions. « J'ai l'intime conviction que l'écrasante majorité de nos compatriotes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest aspirent à retourner rapidement à la paix au sein de la communauté nationale. Malheureusement, nombre d'entre eux, en raison de la menace que les sécessionnistes continuent de faire peser sur cette partie de notre pays, n'ont pu exercer leur droit de vote à la récente élection présidentielle. A ces entrepreneurs de guerre, qui mettent à mal notre unité nationale et prônent la sécession, il faut qu'ils sachent qu'ils se heurteront non seulement à la rigueur de la loi, mais aussi à la détermination de nos forces de défense et de sécurité. Je leur lance un appel à déposer les armes et à retrouver le droit chemin. Il ne fait l'ombre d'aucun doute que le destin de nos compatriotes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest s'inscrit dans le cadre de notre République », a déclaré Paul Biya, le 6 novembre 2018.

Mamouda Labaran

Dans les deux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, une crise sociopolitique sans précédent s'est installée fin 2016. Elle s'est transformée fin 2017 en conflit armé. Le conflit armé a redoublé d'intensité dans la région du Nord-Ouest après plusieurs mois d'accalmie, les affrontements s'étant concentrés au Sud-Ouest. Seulement, il y a quelques jours, soixante-dix-neuf élèves ont été enlevés dans la région du Nord-ouest. L'on parle du plus important kidnapping dans cette zone anglophone depuis le début du conflit entre des séparatistes et les forces de défense et de sécurité car, ce type d'enlèvement de masse d'élèves est sans précédent dans cette partie du pays. Dès l'annonce de ce kidnapping, l'armée camerounaise a été engagée à l'effet de libérer les otages. « Des ravisseurs et probablement des terroristes sécessionnistes ont kidnappé des enfants très tôt ce matin à la presbyterian secondary school church de Nkwen (Bamenda). Les forces de défense et de sécurité ont reçu instruction de mettre tous les moyens disponibles à contribution pour un dénouement heureux de cette situation. » écrivait alors le chef de la division de la communication, le Colonel Didier Badjeck. En application de ces instructions, les forces de défense et de sécurité se sont immédiatement mises à la recherche des otages aux fins de leur libération. Les recherches pour les retrouver ont été lancées à travers une mobilisation totale des forces œuvrant dans la localité. Ainsi, de manière contrôlée et coordonnée, selon des sources militaires, les preneurs d'otage auraient été pris au piège au cours d'une opération des dites forces. « Les terroristes ont été localisés sur (des) renseignements et écoutes des conversations téléphoniques, les forces de défense et de sécurité avaient circonscrit la zone de recherche. (...) La zone de probabilité de la cachette s'est précisée sur la Presbyterian's school de Bafut. La zone a été bouclée et au regard de cette pression, les terroristes ont libéré les enfants. », avait indiqué Didier Badjeck, le porte-parole de l'armée. Il faut souligner qu'à l'occasion de sa prestation de serment, le 6 novembre, le chef de l'État est revenu, dans le cadre de son discours d'investiture, sur ce conflit qui bat son plein dans ces régions. « A ces entrepreneurs de guerre, qui mettent à mal notre unité nationale et prônent la sécession, il faut qu'ils sachent qu'ils se heurteront non seulement à la rigueur de la loi, mais aussi à la détermination de nos forces



de défense et de sécurité. Je leur lance un appel à déposer les armes et à retrouver le droit chemin. J'en appelle tout particulièrement aux jeunes

qui se sont laissé entraîner dans une aventure sans lendemain. » mettait en garde Paul Biya. Les jours à venir seront donc déterminants

dans l'optique d'un retour à la paix dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Incertitude sur l'identité des ravisseurs

Depuis le début des enlèvements couronné par les demandes de rançons, l'on a du mal à identifier les auteurs de ces actes barbares et lâches.

Joseph Makon

Dans une vidéo de six minutes, 11 garçons d'une quinzaine d'années déclinent un à un, en anglais, leur identité et indiquent avoir été enlevés par les « Amba boys », les séparatistes anglophones. L'identité des ravisseurs reste toujours incertaine. Pour l'armée et les officiels camerounais, il n'y a aucun doute : cette prise d'otage est l'œuvre des milices sécessionnistes, auteurs de plusieurs attaques armées dans la région depuis le début de la crise anglophone. De son côté, l'église presbytérienne préfère jouer la carte de la prudence : « Seuls les enfants peuvent dire qui les a retenus en otage », affirme un pasteur de ladite église. Le 11 février 2018, Marcel Namata Diteng, le sous-préfet de la localité camerounaise de Batibo, dans le Nord-ouest du Cameroun, était kidnappé par des hommes armés. Deux semaines plus tard, c'était au tour du délégué régional des Affaires sociales pour la région du Nord-Ouest, Mimbom Aeron, d'être enlevé à bord de son véhicule. Le rapt avait été revendiqué sur les réseaux sociaux par l'Ambazonia Defense Forces (Adf), un des principaux groupes armés séparatistes anglophones. Ce week-end-là, Mimbom Aeron est apparu dans une vidéo,



demandant que les responsables du mouvement Adf soient libérés. Il s'agit de 47 séparatistes, dont leur leader Sisiku Ayuk Tabe, extradés au Cameroun après leur arrestation au Nigeria. Dans cette série d'enlèvements, on se souvient également de l'enlèvement des quatre hommes d'affaires dans le centre-ville de Bangem (localité située dans le Kupe-Manengouba) le 21 juin 2018 par des individus armés et se déplaçant à base de motocyclettes. Après cette prise d'otage, les inconnus soupçonnés de faire partie des "forces de défense d'Ambazonie" avaient pris la clé des champs. On se rend à l'évidence que le mode opératoire de ces ambazoniens, à quelques exceptions près est le même à savoir : les

enlèvements, les crimes odieux, l'assassinat lâche des forces armées et de défenses. De tous les enlèvements et de prises d'otages dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest depuis le début de la crise dite anglophone, il ressort non seulement une fréquence de rançonnement de la part de ces séparatistes, mais également une volonté manifeste pour ceux-ci de saper le moral des citoyens camerounais. Ces chantres de la division du pays dont l'identité reste peu connue, n'ont pour seul objectif que de faire de ces deux régions un "no man's land" où règne l'insécurité afin de démontrer à ces populations l'incapacité des forces armées et de défenses d'assurer le minimum sécuritaire.

Les établissements scolaires sont pris à partie

Rapts d'enseignants et élèves, intimidations, incendies sont les méthodes utilisées par les sécessionnistes pour boycotter l'éducation qu'ils estiment dominée par les francophones.

Mamie Tinguetin
(stagiaire)

Le directeur de l'école primaire de Bamali en date du 2 septembre a été assassiné. Le lundi 3 septembre, élèves du Bresbyterian Girls Secondary School ont été enlevés à Bafut dans le département de la Mezam au Nord-ouest. Le principal de cet établissement a subi de sévices corporels notamment l'amputation de deux doigts et une mutilation du visage. Le lendemain à Kumbo, des hommes non identifiés prenaient d'assaut le lycée d'Emelyne, vandalisant les bureaux du personnel administratif, intimidant les élèves et enseignants. Certaines écoles ont été incendiées. Ces établissements ont ainsi été pris pour cible depuis le début de la crise en 2016 car les séparatistes prônent le boycott de l'éducation dispensé par le



gouvernement. Les sécessionnistes dénoncent ce qu'ils qualifient de mainmise des francophones dans le système anglophone. La méthode utilisée pour contraindre les apprenants

et leurs parents sont des menaces et des intimidations et la destruction des lieux d'apprentissage comme les bibliothèques. On enregistre depuis 2016 plus de 120 établissements scolaires

incendiés dans ce processus de boycott de l'éducation. Les séparatistes ont décrété un boycottage des établissements scolaires, estimant que le système scolaire francophone marginalise les étudiants anglophones. Ceux des établissements qui n'obtempèrent sont pour pris pour cibles. En début mai 2018 un prêtre qui était le principal d'un internat catholique dans les faubourgs de Bamenda, a été enlevé car son établissement était encore ouvert malgré les menaces. «Le collège St Bede était le seul internat à être encore ouvert dans la sous-division administrative, le gouverneur était venu les féliciter et c'était passé à la télévision. C'est pour ça que le prêtre a été enlevé », a expliqué à l'Afp un autre prêtre, présent lors de l'enlèvement. Le prisonnier a été libéré le lendemain de son rapt. L'objectif à travers ces actes est de dissuader toute la communauté éducative, ainsi que les parents et les élèves à s'aventurer sur le chemin de l'école en créant la psychose. Avant de quitter le village de Fongo-Ndeng, cette bande armée avait clairement demandé aux uns et aux autres de ne plus envoyer les enfants à l'école sous peine d'enlèvement par les radicaux, avait rapporté La Nouvelle Expression du 12 septembre. Mais soucieux de l'éducation de leurs progénitures, de nombreux parents ont dû quitter la ville et certains des fonctionnaires ont envoyé leurs familles dans des zones frontalières comme Mbouda, ou Bafoussam pour privilégier les études.

La vie scolaire menacée

« Il n'ont rien demandé et nous n'avons versé aucune rançon. Tout ce qu'ils voulaient c'est que nous fermions l'école, nous l'avons fait et nous avons retrouvé les otages dans une dépendance de l'église de Bafut. Nous les avons ensuite ramenés à Bamenda » a affirmé le modérateur de l'église presbytérienne, Sameul Fonki dans les colonnes de Jeune Afrique, après la libération de 80 personnes enlevées le 8 novembre 2018 dans une école à Bamenda. L'affirmation de l'homme de Dieu semble lever l'équivoque sur une quelconque rançon qu'auraient versée les proches des victimes. Même si l'identité des ravisseurs et les circonstances exactes de la libération de ces otages restent ambiguës, le gouverneur de la région du Nord-Ouest, Lele Lafrique n'a pas non plus évoqué le versement d'une rançon pour la libération des otages. L'on regrette cependant que la vie scolaire des élèves soit perturbée car, l'église presbytérienne a annoncé dans un communiqué daté du 07 novembre que l'établissement (Presbyterian secondary school où 79 élèves ont été kidnappés) resterait fermée jusqu'à nouvel ordre, vue la situation sécuritaire de la région. Quant au kidnapping proprement dit, le modérateur soutient que les assaillants ont procédé de la même manière que lors d'un précédent rapt, au cours duquel 11 élèves de la classe de Form 5 avaient été enlevés. Des faits s'étant déroulés le 31 octobre, soit cinq jours avant le second kidnapping. Une rançon avait d'ailleurs été payée pour la libération de ces élèves, selon des sources internes de l'église presbytérienne. « 2,5 millions de francs Cfa avaient été versés aux kidnappeurs, » confient-elles à l'hebdomadaire Jeune Afrique.

Annette Mindjié
(Stagiaire)

La communauté internationale s'indigne

Les acteurs internationaux tels que l'Union européenne, l'Unicef, les Nations Unies, ou encore les États-Unis ont condamné à l'unanimité l'acte barbare.

Yves Marc Kamdoun

« L'enlèvement d'élèves et de personnel d'une école à Bamenda constitue un pas supplémentaire dans les tensions qui affectent les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest du Cameroun. Des enfants innocents sont devenus les victimes d'un conflit dont ils ne sont pas responsables. L'Union européenne appelle à leur libération immédiate et sans condition et manifeste tout son soutien aux familles des personnes enlevées », a écrit le porte-parole de l'Union européenne, le 6 novembre. Il souhaite également qu'un dialogue s'enclenche entre les parties. « Nous attendons que toutes les parties s'engagent dans un dialogue constructif et inclusif pour trouver une solution à la crise en cours dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest du Cameroun », conclut le porte-parole. Dans un communiqué, les États-Unis ont quant à eux, appelé « toutes les parties à mettre fin à la violence et à engager un large dialogue de réconciliation sans conditions préalables ». Pour sa part, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) s'est dit « profondément préoccupé » par les actes de violence signalés dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, notamment les attaques contre les écoles qui constituent une violation des droits des enfants. « Les écoles doivent constituer des espaces sûrs et protégés à tout moment », a déclaré Marie-Pierre Poirier, directrice régionale de l'Unicef



pour l'Afrique occidentale et centrale, dans un communiqué publié lundi dernier à Dakar, la capitale sénégalaise. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (Onu) n'a pas également manqué de condamner l'enlèvement perpétré dans la région anglophone, d'après la déclaration de son Porte-parole le mardi 6 novembre 2018. M. Guterres a demandé que les personnes kidnappées soient immédiatement relâchées et qu'elles puissent retourner dans leurs maisons et au sein de leurs familles. « Nous appelons à leur libération immédiate (...) Rien ne peut justifier ces crimes contre les civils... » a écrit le porte-parole du Secrétaire général, Stéphane Dujarric, dans un communiqué. M. Guterres a réitéré qu'il est nécessaire de parvenir à une

solution pacifique à la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun grâce à un processus de dialogue inclusif, poursuit le communiqué, faisant référence au mécontentement des anglophones des deux régions concernant la domination exercée par le gouvernement camerounais francophone. De sources officielles, plus de 120 écoles ont été incendiées dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, théâtre d'affrontements quotidiens entre les forces de l'ordre et les séparatistes anglophones depuis fin 2017. Régulièrement pris pour cibles par les séparatistes, des élèves et des enseignants ont été menacés, brutalisés, mutilés, tués jusque dans les salles de classes et les dortoirs dans cette partie du pays.

BARRAGE DE NACHTIGAL

L'Afd accorde un prêt de 97 milliards

Les fonds sont destinés à financer la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance de ladite infrastructure par la Nachtigal hydro power company (Nhpc).

Nadège Fouejio
(stagiaire)

Dans un communiqué rendu public, samedi 11 novembre, l'agence française de développement (Afd), à travers Proparco sa filiale dédiée au financement privé, a accordé un prêt de 97 milliards de Fcfa au gouvernement camerounais. Ces fonds, apprend-on, vont ainsi servir à financer la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance de la centrale hydroélectrique de Nachtigal. Les différents travaux devant être supervisés par l'entreprise Nachtigal hydro power company (Nhpc). Selon l'Afd, le financement de cette centrale hydroélectrique d'une puissance de 420 Mégawatts (Mw) va permettre à terme de fournir près de 30 % de la production d'électricité du pays. Cela va également permettre au gouvernement de faire face à la pénurie d'électricité qui pèse sur le pays alors que la demande en électricité augmente en moyenne de 7 % par an et devrait par ailleurs continuer à augmenter. À en croire le communiqué, la centrale de Nachtigal va ainsi



permettre «d'améliorer et de sécuriser l'accès à l'électricité des populations tout en contribuant à la transition bas carbone du pays et

permettra également de diminuer le coût moyen de production de l'électricité dans le pays, sans alourdir significativement

l'endettement de l'État, grâce au recours à un partenariat public privé permettant de mobiliser des capitaux privés». D'après les informations recueillies auprès de l'agence de presse africaine, le projet Nachtigal se situe sur la rivière Sanaga, à 65 km au nord-est de Yaoundé. La Nhpc sera en charge, de la conception, de la construction, de l'entretien, de l'exploitation et de la maintenance pendant 35 ans d'un barrage au fil de l'eau et de la centrale hydroélectrique de 420 Mw associée. Mais également des lignes de transmission et des postes de transformation nécessaires à l'évacuation de l'électricité. Ce projet hydraulique est un jalon clé du plan de développement du secteur de l'électricité (Pdse) élaboré en 2014 par le gouvernement du Cameroun avec le soutien de la Banque mondiale. Prévu pour être opérationnel en 2021, le coût total du projet est estimé à plus de 718 milliards de Fcfa. Et sera financé à 24 % par des capitaux propres et à 76% par la dette extérieure.

EXPORTATIONS DE LA BANANE

La production baisse de 13 394 tonnes

L'annonce a été faite par l'Association camerounaise de la banane (Assobacam), vendredi 09 novembre à Douala.

N. F
(stagiaire)

Au cours des deux derniers mois, les exportations de banane ont connu une forte baisse. La révélation a été faite par l'Association camerounaise de la banane (Assobacam), vendredi 09 novembre à Douala. Selon l'association, l'on enregistre seulement 29 747 tonnes commercialisées contre 43 141 tonnes l'année dernière sur la même période. Cette chute vertigineuse de la production de banane, indique l'Assobacam, est étroitement liée à la situation d'insécurité qui sévit dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, renseigne l'agence de presse africaine. En effet, les activités de la Cameroon development corporation (Cdc), l'un des grands producteurs et exportateurs de banane du pays, ont chuté de plus de 60 %. L'on apprend que la Cdc, 2ème employeur du pays avec près de 22 000 employés, dont les plantations sont concentrées dans la région du Sud-ouest, paye ainsi le prix fort, des troubles enregistrés actuellement dans cette partie du pays. Ainsi, la Cameroon development corporation qui a exporté 14 442 tonnes de banane en 2017 pendant la même période, n'a produit que 3 000 tonnes cette année. Cette



situation, apprend-on, est liée aux mouvements sécessionnistes, limitant ainsi les potentialités de cette unité agro-industrielle publique qui ne travaille plus qu'à hauteur de 25 %. Selon l'Assobacam, les exportations de bananes ces derniers mois sont

principalement assurées par Boh Plantations, le petit poucet du marché camerounais de la banane et la société des Plantations du haut Penja (Php), leader du marché local. Cette dernière, filiale du groupe français, la compagnie fruitière de Marseille a exporté 27 688 tonnes

en septembre et octobre 2018, soit une hausse de 537 tonnes, par rapport à la même période en 2017. Boh Plantations, affiche des exportations de 2059 tonnes sur la même période, soit une progression de 511 tonnes par rapport à l'année dernière.

PROJET ENVIRONNEMENTAL SEFAC

La Comifac présente aux travaux à Libreville

En tant que membre du consortium Ageos, elle a participé le 9 novembre au Gabon, au lancement officiel des activités de ce projet de surveillance de la forêt équatoriale.

Carole Oyono
(stagiaire)

Mettre à la disposition de toutes les parties prenantes, une carte-pays sur la question, telle est la finalité recherchée par la Commission de l'Union africaine. Cette dernière qui, pour ce faire, s'est chargée du financement du projet dans le cadre du Programme de surveillance mondiale pour l'environnement et de sécurité en Afrique et dans les États Acp (Gmes & Africa). En effet, en matière de protection de l'environnement, il était surtout question au cours de ces assises, d'informer d'autres acteurs des enjeux et bénéfices du projet, afin qu'ils s'y impliquent davantage. À en croire Vincent Midjibé, représentant de la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac) dont le siège est au Cameroun, la Commission entend accompagner tous ces pays afin qu'ils soient satisfaits du travail spatial qui sera accompli dans la mise à leur disposition des cartes-pays. Il faut le souligner, tous les autres membres du



consortium étaient présents : l'Université de Moundou (Tchad), l'Institut national de protection de l'environnement (Incoma, Guinée équatoriale), l'Agence gabonaise d'études et d'observations spatiales (Ageos, Gabon), l'Office burundais pour la protection de l'environnement (Obpe,

Burundi). L'Afrique est sous l'emprise de l'exploitation des ressources naturelles, à l'instar du bois, des minerais et du pétrole. Il est donc indispensable dans le cadre du programme Gmes & Africa, de renforcer les capacités et le développement des infrastructures qui

permettront aux utilisateurs de faire une exploitation intensive et cohérente des données, des technologies et des services d'observation de la terre. Le projet Sefac, qui intègre ce programme, va ainsi contribuer à l'élaboration des politiques environnementales qui soient favorables au développement durable du continent. En clair, les objectifs à terme du consortium consistent entre autres en : la formation et le renforcement des capacités des partenaires et associés en matière d'utilisation des données d'observation ; la diffusion au plus grand nombre des bénéficiaires et d'utilisateurs, des données, informations et indicateurs produits ; la production au moyen des données et des informations de base sous forme d'indicateurs pertinents, de l'état des forêts en Afrique centrale. Une batterie de mesures proactives qui permettra aux États d'améliorer leurs politiques gouvernementales dans la protection de l'environnement.

Brèves

DOUALA

Le made in Cameroon à l'honneur



Il a récemment été mis en avant au cours d'une exposition du savoir faire de jeunes entrepreneurs camerounais. Organisée dans la capitale économique, par l'Association des entrepreneurs ingénieurs d'Afrique (Asenia), cette deuxième édition mettait en vue des produits locaux dans les domaines tels le cosmétique (huiles essentielles, gels de douche, savons, crèmes...); l'artisanat (dérivés à base de beurre de Karité, de la noix de coco, l'aloë vera, des palmistes, du miel, du sésame...). Cette initiative de l'Asenia a pour objectif de présenter la plateforme et mettre à la disposition des producteurs et des consommateurs locaux.

YAOUNDE

Le quartier Tam-Tam sous l'emprise de l'insalubrité

À cause de l'incivisme des populations et des pluies diluviennes, une certaine frange y subit les affres des inondations.

C.O

(stagiaire)

« Quand il pleut, nous ne fermons pas l'œil. Nous abandonnons nos maisons pour aller dormir sur les bancs de l'église d'en face. Parfois, s'il a plu à 17h, nous restons debout jusqu'à 22 h, attendant que le niveau d'eau baisse dans la maison pour étaler nos matelas et dormir », telles sont les paroles de Dimitri, un adolescent de près de 16 ans qui réside avec ses parents au quartier dit Tam-tam week-end à Yaoundé. Une portion du récit qui est encore palpable en cette matinée du 7 novembre, au regard de la désolation qui y subsiste. En effet, des cours boueuses, des maisons abandonnées parce qu'envahies par de l'eau et des ordures, des rigoles remplies d'eau sale puante, des amas de décombres ayant résisté à l'averse, sont entre autres, les clichés de cette misère. Les quelques salles de vie où l'accès est encore possible présentent la même allure. Des meubles en bois n'ayant pas été emportés par l'eau de pluie, des effets à même le sol, lorsque le lieu n'est pas complètement vide. L'on peut bien comprendre les



difficultés que ces personnes endurent au quotidien, en pleine capitale. Les raisons de ce tableau lugubre, le quartier est arrosé par le cours d'eau «Biyeme», dont le nid non seulement est exigü, mais aussi reste jonché d'ordures ménagères que les uns et les autres déversent tous les jours. Pourtant, il y a 20 ans, la situation n'était pas la même, à en croire André Takam, installé dans le quartier depuis 1997. Selon son témoignage,

l'on apprend qu'il y faisait bon vivre autrefois, malgré le fait qu'il ne soit pas possible de creuser un puits ou une fosse sceptique à plus d'un mètre du sol, à cause de la présence d'un rocher souterrain. Aujourd'hui, certaines habitations se vident, causant ainsi une grande perte pour les propriétaires dont certains les faisaient même louer. Aussi, pour le souligner, les personnes qui y résistent vivent dans un environnement enclin aux maladies et autres

dangers que l'on connaît des quartiers peuplés aux constructions anarchiques.

Moyens de bord. Pour résorber cet état de choses, l'un des habitants nous confie qu'ils s'organisent chaque dimanche pour agrandir le nid du cours d'eau, en le creusant par des pioches et des pèles. Mais alors, cette initiative ne résout en rien l'entrée des eaux dans les maisons lorsqu'il pleut. Aussi, des digues en terre ont été construites pour barrer la route aux eaux, mais en vain. Il est donc urgent que la communauté urbaine se penche sur ce cas, pour vivre la promesse des villes résilientes prônée par l'Objectif de développement durable N°11. Ce dernier qui voudrait que d'ici à 2030, toute personne dispose d'un logement abordable et sûr ; que la charge polluante des citoyens soit réduite, avec un effort particulier sur la qualité de l'air, la gestion municipale des déchets ; et l'assainissement des quartiers de taudis.

YAOUNDE

Un stérilisateur plasma pour le Cury



Il vient d'être offert par l'Agence coréenne de promotion du commerce et de l'investissement (Kotra), en vue de prévenir les infections dans ce centre hospitalier. C'est dans le cadre de la coopération entre la Corée du Sud et le Cameroun, notamment du programme visant à accompagner le gouvernement dans l'amélioration de la qualité des soins d'urgence. Le Centre des urgences de Yaoundé (Cury) a reçu ce don des mains de l'ambassadeur de Corée au Cameroun, en présence du secrétaire général du ministère de la Santé publique, représentant du ministre.

Brèves

FINALE LEAGUE DES CHAMPIONS AFRICAINE

Espérance de Tunis prend sa revanche

Vaincue lors de la finale aller face à Al-Ahly d'Égypte (3-1) au Caire, le club de Tunis a remporté le trophée vendredi, à l'issue de la finale retour à domicile. Ils sont venus à bout des caiotes 3-0, au cours d'une rencontre tendue dans les gradins avec l'intervention de milliers de policiers pour maintenir la sécurité dans le stade. Le match aller en Égypte avait suscité beaucoup de contestations à cause de l'arbitrage jugé partial et en faveur des Égyptiens, mais également du fait des intimidations subies par les supporters de l'Espérance de Tunis qui ont célébré leur 3e trophée continental.

FOOTBALL

Didier Drogba : «je ne pars pas»

Ayant annoncé que sa carrière prendrait fin après la finale de vendredi, l'ancien capitaine des Éléphants est revenu sur sa décision. L'attaquant ivoirien a disputé ce qu'il avait qualifié de dernier match de son histoire vendredi à l'occasion de la finale d'Usl Cup (2e division américaine). Rencontre que son club le Phoenix Rising a perdu (0-1) face à Louisville City. Mais le joueur a laissé planer le doute quant à son retrait définitif des aires de jeu. Sur son compte twitter, le ballon d'or africain 2006 et 2009 a posté : «je ne pars pas», alors qu'il avait affirmé que cette saison serait la dernière. «Ce n'était peut-être pas mon dernier match. J'ai encore reçu des offres, je verrai dans les prochains jours», a déclaré le joueur désormais libre de tout contrat, lors de la conférence de presse d'après match vendredi.

CYCLISME

Un nouveau bureau à la ligue du Centre

L'assemblée générale extraordinaire de la ligue régionale de cyclisme du Centre a porté à sa tête un nouveau président par intérim en la personne de Daniel Alphonse Kamgang, et au poste de premier vice président Ayissi Alain. Les travaux se sont déroulés samedi 10 novembre 2018 à la salle des conférences des services du gouverneur de la région du Centre. Cette rencontre était préparatoire à l'Assemblée générale de la Fédération camerounaise de cyclisme prévue au mois de décembre 2018.

CAN 2019

Mission ultime d'inspection de la Caf

La 4e visite d'évaluation des travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures a débuté, hier par les chantiers de Yaoundé.

Mamie Tinguetin
(stagiaire)

Arrivée samedi 10 novembre, la délégation va séjourner au Cameroun jusqu'au 15 novembre. Hier, les experts de la Caf et son secrétaire général ont rendu visite au ministre des Sports et de l'Éducation physique, Pierre Ismaël Bidoung Mkpatt, avant de se rendre sur le chantier de construction du stade d'Olembé. «Nous sommes des soldats du président de la Caf opérationnels sur le terrain. Nous sommes venus voir l'état d'avancement des travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures. Nous sommes déjà informés à travers les médias et les réseaux sociaux que les travaux ont considérablement avancé», a déclaré Antony Bafoe, secrétaire général de la Caf, chargé des compétitions et chef de la délégation.

Les experts se sont intéressés à la pelouse, aux vestiaires, aux parkings, à la tribune présidentielle, aux sièges ainsi qu'à la toiture du stade, d'une capacité de 60 000 places. Il ressort que les poses des sièges et de toiture ont démarré, le gazon est prêt à être transposé sur l'aire de jeu dans 45 jours, et d'autres parkings seront aménagés hors mis les 6000 places déjà apprêtées. Les stades Ahmadou Ahidjo et son annexe 1, le stade militaire n'ont pas été



visités. Avec celui de Limbé, ils avaient servi de cadre à la Can féminine de 2016 et sont exempts d'examen.

Dernière visite d'inspection. La décision sur la délocalisation ou non de la Coupe d'Afrique des Nations au cœur de nombreuses polémiques depuis plus d'un an, sera prise à l'issue de cette 4e mission d'inspection de la Caf. À cet effet, le 8 novembre, le ministre des Sports et de l'Éducation physique a réuni les chefs d'entreprises en charge des travaux en vue de les interpell

à respecter les délais de livraisons des différentes infrastructures consacrées à la Can 2019. Il est prévu une descente sur les sites de Garoua ce jour, Bafoussam et Douala respectivement le 13 et 14 novembre 2018. Après cette 4e et dernière mission et sur la base de l'ensemble des rapports des différentes missions d'inspection, la Caf rendra son verdict fin novembre sur la capacité du pays à abriter la compétition qui démarre dans 7 mois (du 13 juin au 15 juillet 2019). Ces experts arrivent peu de

temps après le passage du 30 octobre au 4 novembre, de la commission conjointe de sécurité Caf-Fifa qui a évalué l'aspect sécuritaire. En effet, le chef de la délégation de la mission d'inspection de sécurité de la Confédération africaine de football et de la Fédération internationale de Football et Association (Fifa), le Nigérien Djibrilla Hima Hamidou a exprimé au terme de sa mission, la satisfaction des experts «devant la forte mobilisation en matière de sécurité au Cameroun en vue de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 2019». Dressant le bilan d'une semaine au Cameroun devant la presse, la délégation composée de 4 personnes dont le Nigérien Emeruwa Christian, le Français Serges Dumortier et du général rwandais Jean-Bosco Kazura ont pu «apprécier partout une forte mobilisation des forces de sécurité et de tous les acteurs de la sécurité au Cameroun». L'occasion a également été de donner des conseils sur certains aspects pour lesquels elle a «constaté des lacunes». Et au chef de mission de conclure : «le Cameroun est sur la bonne voie, et nous avons reçu des assurances que les manquements seront vite rattrapés».

VOLLEYBALL

Vanessa Agbortabi au Cameroun en mai

Dans un processus de refondation et de rajeunissement de l'équipe nationale, la Fédération camerounaise de Volleyball a convaincu celle qui a évolué en équipe B de l'Allemagne d'arborer les couleurs de la nation de son père.

M. T
(stagiaire)

De père Camerounais et de mère Allemande, Vanessa Agbortabi évolue au Rote Raben Vilsbiburg Bayern, club de première division allemande de volleyball. Née en Allemagne, la volleyeuse sera, apprend-on des sources proches du dossier aux côtés des championnes d'Afrique en titre dès le mois de mai 2019. À 20 ans, l'attaquante-réceptionniste de 1,81m avait encore le choix entre son pays d'origine et son pays d'adoption, bien qu'ayant évolué en 2015 en sélection B allemande. L'athlète a également pris part au championnat du monde U-18, et récemment participé en 2018 à la ligue des nations de volleyball dames. Avant de rejoindre le Rote Raben Vilsbiburg Bayern cette année, la future Lionne indomptable du volleyball a été sociétaire de Berliner VV, Vc Olympia Berlin, Sg Rotation Prenzlauer et a connu sa toute première



sélection chez les U-15 en 2014.

Approche-projet. Le recrutement de la volleyeuse s'inscrit dans le cadre de l'opération de refondation de l'équipe nationale et la

détection de nouveaux talents engagé par la Fédération camerounaise de Volleyball (Fecavolley). En effet, cette dernière a mis en œuvre la stratégie pour une révolution de la discipline au Cameroun. «Nous travaillons suivant une

approche de projet avec les pouvoirs publics et même parfois les parents. En ce qui concerne les enfants cadets de moins de 17 ans, nous avons pu mettre sur pied une imbrication entre les divers acteurs qui s'occupent du volleyball, et je crois que c'est cela qui fonde l'ensemble des résultats actuels. Si nous continuons ainsi, le volleyball sera métamorphosé dans les années qui suivent», avait expliqué Serge Abouem, président de la Fecavolley. Se fondant sur cette approche projet, la fédération a également procédé à des castings en début d'année au niveau national de jeunes talents pouvant fournir des résultats à long terme. «Nous sommes partis d'un projet de plus de 5 ans et les enfants que vous avez vu jouer à l'âge de 17 ans ont pour la plupart 4 à 5 ans de volleyball», a confié Serge Abouem au poste national.

WORLD MUSIC AND AFRICA 2018

Le Cameroun invité d'honneur

La 3ème édition du festival international des musiques du monde et des arts d'Afrique s'est tenue du 08 au 10 novembre à Ouagadougou.

Corine Ewolo
(stagiaire)

Depuis quelques années, avec l'ouverture du pays aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'univers musical camerounais continue à marquer son influence à travers le monde pour un succès prestigieux. C'est d'ailleurs dans ce sillage que le Cameroun a eu le privilège d'être accueilli en tant qu'invité d'honneur au festival international des musiques du monde des arts d'Afrique, autrement appelé world music and Africa (Womaaf). Pour être précis, il s'agit d'une cérémonie annuelle fondée en 2006 par Elise Dintchen, une franco-canadienne d'origine camerounaise installée au Maroc. Ledit festival a pour vocation de valoriser le patrimoine culturel africain, et de promouvoir le métissage musical et artistique dont beaucoup ignorent la force. En effet, la 3ème édition de cet événement s'est achevée, samedi au Burkina Faso. D'une manière particulière, la présence du Cameroun à ce festival international des musiques du monde et des arts



d'Afrique n'est pas passée inaperçue, car sur le plan musical, le Cameroun a été représenté par de grands artistes tels que Talla André Marie et Joseph Guemaso. En outre, cet événement a également été marqué par la présence de certaines organisations traditionnelles du territoire national notamment, l'association des reines sans frontières (Kum Memfo). Dans la même lancée, la mode camerounaise n'est pas restée

en arrière de ce prestigieux événement. Elle s'est manifestée par un défilé de mode au cours duquel différentes créations du styliste camerounais Sylvain Djache Nzefa ont été présentées. C'était d'ailleurs l'une des articulations les plus importantes de cette cérémonie. Polyvalent de son état, Sylvain Djache Nzefa est aussi un architecte, un urbaniste et par ailleurs un coordonnateur de différents projets. Pendant la cérémonie,

il a eu à faire plusieurs expositions. Une sur l'initiative des routes et chefferies ayant contribué à la construction de douze musées communautaires à l'Ouest du Cameroun. une autre sur la cité Internationale de la musique et de la danse. En effet, bien que, l'industrie culturelle musicale camerounaise souffre depuis plusieurs années de quelques manquements, il faut souligner que ces insuffisances n'ont pas empêché à celle-ci de se populariser à l'échelle internationale. Par ailleurs, grâce à l'amélioration des techniques d'enregistrements ou encore au savoir faire des artisans camerounais, cette industrie culturelle a toujours été bien représentée et les artistes sont accueillis en grande pompe dans un bon nombre de milieux culturels très populaires. La 3ème édition du festival international des musiques du monde des Arts d'Afrique s'est clôturée en beauté, avec un Cameroun fortement représenté à la place d'honneur.

MODAPERF

Construire l'Espace public

Tel est le thème de la 2è édition du Festival international de mouvements, danses et performances qui se déroule à Douala et à Yaoundé du 6 au 16 novembre.

Joseph Makon

Le festival Modaperf (festival international de mouvements, de danses et performances) est une plateforme des rencontres artistiques, un cadre d'échange, de formation et de développement de la pensée artistique. Ce rendez-vous annuel qui a pour objectif de présenter et promouvoir les arts et les nouvelles pratiques artistiques au Cameroun afin de contribuer à la mise en place d'un cadre de dialogue artistique s'est ouvert le 6 novembre. Ce vivre-ensemble culturel célébré dans le domaine de la danse s'inscrit dans les pensées et volontés de Paul Biya consignées dans son célèbre livre atemporel «pour le libéralisme communautaire» qui place l'Art et la Culture au centre des relations humaines. S'inclinant dans cette logique de vulgarisation du patrimoine culturel national tout en s'ouvrant aux autres cultures, les organisateurs du festival en cours, composés de Aboudoulaye Oumaté, Zora Snake, Junior Esseba, Fouda Doun Yannick, Cedrick, Wilfried Nakeu, Martial Nguéa, etc. se battent pour hisser la danse au sommet. Yaoundé et Douala ont donc été choisis par ces passionnés de la danse pour



abriter le Festival Modaperf.

Différentes étapes et souhaits.

Du 6 au 8 novembre, dans les carrefours, les maisons, les salles de spectacles et dans les rues, les populations de Douala ont eu droit à des spectacles de danses, des expositions, des ateliers de formation et d'initiation à la danse, des rencontres professionnelles, des compétitions hip-hop, etc. Selon

les organisateurs, l'édition de cette année, de part la variété des activités, devrait attirer des foules car le Modaperf s'inscrit dans la volonté manifeste de ses organisateurs de promouvoir à travers la danse, la paix et le dialogue qui sont des valeurs sans lesquelles aucun pays dans le monde ne peut émerger. Au cours de l'atelier de Douala, les populations ont pu s'accorder sur le fait que la danse, souvent

abandonnée, a son mot à dire dans la construction du pays. Le thème de cette année «construction de l'espace public» est interpellateur car, il vise selon les organisateurs, à «montrer le rôle et la contribution des artistes, hommes de culture, intellectuels dans le chantier du vivre ensemble, de la cohésion sociale et de la construction de l'union nationale. L'étape de Douala étant finie, les organisateurs sont en train de faire les derniers réglages à Yaoundé pour que l'événement soit également un succès quand on sait que les yaoundéens sont particulièrement attentifs sur tout ce qui concerne l'Art et la Culture au Cameroun. En symbiose avec les danseurs du terroir, les invités professionnels venus de France, de Slovénie, d'Allemagne et de Madagascar démontreront qu'au-delà de l'énergie qui se dégage dans la danse, il y a une volonté de communier et de fédérer. Ce vivre-ensemble culturel que les organisateurs du Modaperf continueront à célébrer du 14 au 16 novembre à Yaoundé consacra l'indivisibilité du Cameroun.

SCULPTURE

Un secteur porteur pourtant peu valorisé

Les objets d'arts, servant en général d'ornement, abondent sur les marchés, les maisons et les administrations. Ces objets issues de la dextérité des sculpteurs du terroir qui redonnent vie au bois en le transformant ne fait pas la fierté de ces artisans. Ceux-ci rencontrent d'énormes difficultés au quotidien dont l'abandon de l'État, la non subvention de toutes les activités liées au métier. Ils en appellent donc à beaucoup plus de considération de la part des pouvoirs publics.

DISTINCTION

Le Cerdotola reçoit le prix de Bid à la qualité

À travers son secrétaire exécutif, le professeur Binam Bikoi, l'organisme a reçu le prix de Business initiative directions (Bid) dans la catégorie Or, à la Convention international award for excellence and quality qui a eu lieu en Allemagne. Ce prix est le résultat des travaux de recherche et d'analyse réalisés par les Quality hunters, leaders, entrepreneurs et des experts en qualité. L'événement renforcera la position de leadership et pourra faciliter la croissance et la visibilité du Cerdotola.

ART MUSICAL

Vers une première répartition à la Sonacam

Toutes les commissions sont à pied d'œuvre pour que les artistes musiciens bénéficient enfin de la répartition tant attendue. L'étape qui vient de s'achever à savoir la vérification de l'effectivité du répertoire des membres visait à toiletter le fichier des artistes pour en extirper les fictifs qui gonflaient malhonnêtement les effectifs. Désormais, le compte à rebours est lancé et la dernière étape d'avant répartition siège dans les prochaines heures.

Établissement Privé Laïc d'Enseignement Supérieur



Institut Supérieur
des Sciences, Arts et Métiers

**INSTITUT
SUPÉRIEUR DES
SCIENCES
ARTS ET
MÉTIERES**

- Les admissions en Cycle BTS dans les domaines : génie électrique, génie informatique, études médicaux-sanitaires, science et techniques biomédicales se feront uniquement par voie de concours écrits.
- Les admissions en Cycle Licences se feront uniquement sur étude de dossier.

Les dossiers sont déposés dans les locaux de l'ISSAM sis à Minkam
Les concours auront lieu simultanément à l'ISSAM et à l'UNIVERSITE DE DOUALA

Dates de Concours: le Samedi 25 Août 2018 et le Samedi 22 Septembre 2018



• NOS FILIERES •

CYCLE LICENCE

- GENIE ELECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE BTS

- GENIE ELECTRIQUE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE CAPACITE

- CAPACITE EN DROIT

B.P : 25070 - Yaoundé - Messa

Autorisation de création et d'ouverture n° 17-09553 /I/MINESUP/SG/DDES/ESUP/SDA/DAGS du 22 septembre 2017

Tél : +237 242 718 759 - 696 589 790 - 675 169 749 - 6 56 97 33 91 - 6 78 14 54 30 - 6 63 69 44 13

E-mail : contact@issam.cm - Site web : www.issam.cm